

29 -03- 2000

12 -04- 2000

NR.  
NO

54.659/6/319

67

COMMISSION PARITAIRE DES MAISONS D'ÉDUCATION ET D'HÉBERGEMENT (319)

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 21 MARS 2000 PORTANT DES MESURES VISANT À PROMOUVOIR L'EMPLOI DANS LES ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES RESSORTISSANT À LA COMMISSION PARITAIRE DES MAISONS D'ÉDUCATION ET D'HÉBERGEMENT ET QUI SONT AGRÉÉES ET/OU SUBSIDIÉES PAR LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE

CHAPITRE I<sup>ER</sup>: CADRE JURIDIQUE

Article 1<sup>er</sup>

La présente convention collective de travail est conclue conformément aux dispositions de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions **paritaires**, de l'arrêté royal du 5 février 1997 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand et de l'arrêté royal du 16 avril 1998.

La présente convention collective de travail a été conclue au regard de l'urgence de convertir les dotations octroyées par l'arrêté ministériel du 6 juillet 1999<sup>1</sup> et les dotations de réductions de cotisations octroyées par l'arrêté ministériel du 10 janvier 2000<sup>2</sup> en emploi supplémentaire par la présente convention collective de travail et par l'instauration d'un Fonds comme exigé par l'arrêté ministériel.

CHAPITRE II : CHAMP D'APPLICATION

Article 2

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des établissements et services ressortissant à la Commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement agréés et/ou subventionnés par la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-Capitale.

CHAPITRE III: DÉFINITIONS

Article 3

Par travailleurs, on entend le personnel employé et ouvrier, masculin et féminin.

Par parties, on entend les organisations patronales et syndicales qui ont signé la présente convention collective de travail, et les employeurs et travailleurs qui seront liés par la force obligatoire de la présente convention collective de travail.

<sup>1</sup> Arrêté ministériel du 6 juillet 1999 du Ministère de l'Emploi et du Travail et du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement portant, en ce qui concerne certaines maisons d'éducation et d'hébergement, exécution de l'article 3, § 8, de l'arrêté royal du 5 février 1997 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand et modifiant l'arrêté ministériel du 4 mai 1999 déterminant les modalités de versement de la réduction forfaitaire, visée à l'article 2 de l'arrêté royal du 5 février 1997 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand, aux fonds sectoriels du secteur non marchand privé (M.B. 20 juillet 1999).

<sup>2</sup> Arrêté ministériel du 10 janvier 2000 du Ministère de l'Emploi et du Travail et du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement modifiant l'arrêté ministériel du 4 mai 1999 fixant les modalités du versement de la réduction forfaitaire visée à l'article 2 de l'arrêté royal du 5 février 1997 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand.

Par secteur on entend le secteur comme décrit à l'article 2 de la présente convention.

Par arrêté royal 1, on entend l'arrêté royal du 5 février 1997 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand.

Par arrêté royal 2, on entend l'arrêté royal du 16 avril 1998.

Par Ministres **compétents**, on entend les ministres fédéraux de l'Emploi et du Travail et des Affaires sociales et le ministre de la Région Bruxelles- Capitale compétent pour les établissements et services ressortissant à la Commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement et qui sont agréés **et/ou** subsidiés par la Commission communautaire commune.

Par établissement **demandeur**, on entend l'établissement qui introduit un dossier de demande auprès du Fonds **Maribel** afin d'acquérir les moyens nécessaires en vue de la promotion de l'emploi comme prévu par la présente convention collective de travail.

Par Fonds Maribel, on entend le «Fonds Maribel social pour les établissements et les services appartenant à la Commission communautaire commune de la Région de **Bruxelles-capitale** et ressortissant à la Commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement».

Ce Fonds est institué par convention collective de travail conclue en Commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement en exécution de la loi de 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence.

#### CHAPITRE IV: RÉDUCTION DES COTISATIONS PATRONALES O.N.S.S.

##### *Article 4*

Conformément à l'**arrêté** royal et conformément aux dispositions de la présente convention collective de travail, le secteur peut bénéficier **d'une** réduction forfaitaire des cotisations patronales pour la sécurité sociale.

##### *Article 5*

Le produit total de la réduction de cotisations telle que prévue à l'article 4 est calculé comme suit:

au 1<sup>er</sup> juillet 1999: 165 travailleurs x 9 750 F = 1 608 750 F par trimestre.

#### CHAPITRE V: NOMBRE DE TRAVAILLEURS SUBSIDIÉS ET NON SUBSIDIÉS

##### *Article 6*

Les employeurs appartenant au champ d'application de la présente convention collective de travail n'occupent en principe pas de travailleurs pour lesquels ils ne reçoivent pas de subsides pour les coûts de personnel.

#### CHAPITRE VI: ENGAGEMENT EN MATIÈRE D'EMPLOI

##### *Article 7*

Le secteur s'engage à affecter le produit de la réduction forfaitaire des cotisations patronales, comme visée aux articles 4 et 5 de la présente convention, exclusivement à un accroissement net du volume de travail total et de l'emploi régulier.

*Article 8*

En exécution de l'article 7, un emploi supplémentaire net minimum sera réalisé à un coût salarial brut moyen de 1 272 000 F (ce montant est automatiquement adapté s'il est modifié par arrêté royal); par coût salarial **brut**, on entend les salaires bruts correspondant aux barèmes et conditions salariaux conventionnels pour les fonctions **exercées**, majorés des cotisations patronales pour la sécurité sociale.

*Article 9*

L'**accroissement** net de l'emploi ainsi que l'**augmentation** du volume de travail doivent être réalisés au niveau des établissements et des **services**, agréés **et/ou** subsidiés par la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-Capitale.

Chaque entreprise ou groupement d'entreprises s'engage à convertir intégralement les moyens mis à disposition en emplois supplémentaires.

*Article 10*

Ne sont pas considérés comme travailleurs nouvellement embauchés, les travailleurs visés à l'**article 4**, § 2 de l'arrêté royal.

## CHAPITRE VII: DISPOSITION PARTICULIÈRE

*Article 11*

Le Fonds Maribel reçoit, par l'intermédiaire de l'O.N.S.S., le produit de la réduction des cotisations. Le Fonds Maribel est chargé de l'affectation des emplois supplémentaires selon les modalités prévues par convention collective de travail dans la Commission paritaire compétente et selon les modalités d'exécution fixées par le Fonds.

## CHAPITRE VIII: GARANTIES EN MATIÈRE D'AFFECTATION DE LA RÉDUCTION DE COTISATIONS POUR L'EMPLOI

*Article 12*

En application de l'arrêté royal, chaque employeur transmettra tous les six mois un rapport détaillé au Fonds Maribel.

Le Fonds Maribel rédigera un modèle de rapport sur la base des réglementations et modalités à définir.

Le Fonds Maribel peut demander un supplément d'information.

*Article 13*

Ce rapport doit parvenir au Fonds Maribel au plus tard les 15 février et 15 septembre de chaque **année**. Il doit être certifié par l'employeur et tous les membres du conseil d'entreprise ou, à défaut, par les membres de la délégation syndicale. Les membres reçoivent un exemplaire du rapport au moins 14 jours avant la **certification**.

*Article 14*

Le Fonds Maribel rédige tous les six mois un rapport global qu'il transmet au Président de la Commission paritaire des maisons d'éducation et **d'hébergement**. Le Président transmet le rapport au ministre fédéral de l'Emploi et du Travail, au

ministre fédéral des Affaires sociales et au ministre compétent de la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-Capitale.

## CHAPITRE IX: TRAVAILLEURS À TEMPS PARTIEL ET TRAVAILLEURS À TEMPS PLEIN

### *Article 15*

En ce qui concerne la répartition des embauches entre les travailleurs à temps partiel et les travailleurs à temps **plein**, le secteur a déjà rempli ses obligations **puisque** il compte plus de 40 % de travailleurs à temps partiel.

## CHAPITRE X: CALENDRIER DE LA RÉALISATION D'EMBAUCHES SUPPLÉMENTAIRES

### *Article 16*

Le secteur s'engage à réaliser au minimum 50 % de l'emploi supplémentaire net pour le 31 décembre 1999 et 100 % pour le 30 juin 2000.

Le calendrier peut être adapté par le Fonds **Maribel** si le Fonds **Maribel** ne dispose pas à temps des moyens financiers nécessaires.

## CHAPITRE XL MODALITÉS DE RÉPARTITION DE L'EMPLOI SUPPLÉMENTAIRE NET

### *Article 17*

Lors des **embauches**, la priorité sera donnée à des fonctions susceptibles d'améliorer la pression de travail et les services.

### *Article 18*

Les fonctions entrant en ligne de compte pour les embauches supplémentaires, rémunérés selon les barèmes et les conditions salariales en vigueur appartiennent, à l'exception du personnel de direction, aux catégories fonctionnelles comme prévues aux conventions collectives de travail en vigueur en matière de conditions salariales.

### *Article 19*

La Commission paritaire développera les critères sur la base desquels le produit des réductions O.N.S.S. en vue de la promotion de l'emploi supplémentaire sera attribué.

## CHAPITRE XII: MODALITÉS DE DEMANDE

### *Article 20*

Les établissements et services doivent transmettre un acte d'adhésion et un dossier de demande au Fonds Maribel, dont une copie sera envoyée aux secrétaires syndicaux régionaux de toutes les organisations, au plus tard pour la date fixée par le Fonds. Le Fonds Maribel rédigera à cet effet un dossier de demande modèle.

### *Article 21*

Une concertation sera menée au niveau des établissements dans le conseil d'entreprise ou, à défaut, avec la délégation syndicale, pour déterminer dans quels services et fonctions la pression de travail est la plus grande. Cette concertation doit déterminer dans quels services et fonctions l'emploi supplémentaire doit être réalisé et dans quelles conditions de travail cela doit se faire. Si la concertation n'aboutit pas

à un accord, les représentants des travailleurs peuvent faire appel aux secrétaires syndicaux régionaux.

Le dossier doit être accompagné d'une copie du **procès-verbal** de la concertation susmentionnée.

#### *Article 22*

En cas de constat d'absence **d'accord**, le Fonds **Maribel** déterminera l'attribution des moyens à disposition.

Le Fonds Maribel élaborera une procédure pour corriger un éventuel non-respect des accords. Si des fonds étaient reçus sans contrepartie en matière d'emploi conformément à l'attribution, ces fonds seront réclamés ou minorés des moyens à recevoir.

### CHAPITRE XIII: DÉTERMINATION DU MONTANT DES RÉDUCTIONS O.N.S.S.

#### *Article 23*

Pour l'attribution des moyens financiers pour la réalisation de l'emploi supplémentaire, le Fonds Maribel tiendra compte, pour la période à partir de l'entrée en vigueur, des dotations attribuées de l'Office national de sécurité sociale comme elles sont connues en ce moment, soit:

2 145 000 F pour le premier semestre de 1999;

3 217 500 F pour le deuxième semestre de 1999;

3 250 300 F pour le premier semestre de 2000.

(M.B. du 6 juillet 1999; M.B. du 10 janvier 2000)

### CHAPITRE XIV: ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE VALIDITÉ

#### *Article 24*

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1999 et est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée par chacune des parties par lettre recommandée adressée au président de la Commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement, moyennant le respect d'un préavis de six mois.

29 -03- 2000

12 -04- 2000

NR.

52659/60/319 67

**PARITAIR COMITÉ VOOR DE OPVOEDINGS- EN  
HUISVESTINGSINRICHTINGEN**

(319)

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 21 MAART 2000 HOUDENDE  
MAATREGELEN MET HET OOG OP DE BEVORDERING VAN DE TEWERKSTELLING IN  
DE INSTELLINGEN EN DIENSTEN DIE RESSORTEREN ONDER HET PARITAIR COMITÉ  
VOOR DE OPVOEDINGS- EN HUISVESTINGSINRICHTINGEN EN DIE ERKEND EN/OF  
GESUBSIDIEERD ZIJN DOOR DE GEMEENSCHAPPELIJKE  
GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

**HOOFDSTUK I : JURIDISCH KADER**

**Artikel 1** -Deze collectieve arbeidsovereenkomst is gesloten overeenkomstig de bepalingen van de wet van 5 december 1968 op de collectieve arbeidsovereenkomsten en de Paritaire Comités en het Koninklijk Besluit van 5 februari 1997 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profitsector, en het Koninklijk Besluit van 16 april 1998.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is gesloten gelet op de dringende noodzakelijkheid om de door het Ministerieel Besluit van 6 juli 1999<sup>1</sup> en de door het Ministerieel Besluit van 10 januari 2000<sup>2</sup> toegekende dotaties van bijdrageverminderingen om te zetten in bijkomende tewerkstelling in de sector door middel van deze collectieve arbeidsovereenkomst en door de oprichting van een Fonds zoals vereist voor het Ministerieel Besluit.

**HOOFDSTUK II : TOEPASSINGSGBIED**

**Artikel 2** -Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de werknemers van de instellingen en diensten die ressorteren onder het Paritair Comité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en die erkend en/of gesubsidieerd zijn door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

**HOOFDSTUK III : OMSCHRIJVINGEN**

**Artikel 3** -Onder werknemers wordt verstaan het mannelijk en vrouwelijk werklieden- en bediendepersoneel.

Onder partijen wordt verstaan de werkgevers- en de werknemersorganisaties die deze collectieve arbeidsovereenkomst hebben gesloten en de werkgevers en de werknemers als die door de algemeen verbindend verklaring ervan zullen gebonden zijn.

Onder sector wordt verstaan de sector als bedoeld in artikel 2 van deze overeenkomst.

Onder koninklijk besluit wordt verstaan het koninklijk besluit van 5 februari

<sup>1</sup> Ministerieel Besluit van 6 juli 1999 van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid en het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, betreffende sommige opvoedings- en huisvestingsinrichtingen, van artikel 3, §8, van het Koninklijk Besluit van 5 februari 1997 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profitsector en tot wijziging van het Ministerieel Besluit van 4 mei 1999 tot bepaling van de modaliteiten van de storting van de forfaitaire vermindering, bedoeld in artikel 2 van het Koninklijk Besluit van 5 februari 1997 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profitsector, aan de sectorale fondsen van de privé non-profitsector. (B.S. 20 juli 1999).

<sup>2</sup> Ministerieel Besluit van 10 januari 2000 van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid en het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, tot wijziging van het Ministerieel Besluit van 4 mei 1999 tot bepaling van de modaliteiten van de storting van de forfaitaire vermindering, bedoeld in artikel 2 van het Koninklijk Besluit van 5 februari 1997 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profitsector, aan de sectorale fondsen van de privé non-profitsector.

1997 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profitsector en het koninklijk besluit van 16 april 1998.

Onder bevoegde Ministers wordt verstaan de Fédérale Minister van Tewerkstelling en Arbeid, de Minister van Sociale Zaken en de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bevoegd voor de instellingen en diensten die **ressorteren** onder het Paritair Comité Opvoedings- en Huisvestingsinrichtingen en die erkend en/of gesubsidieerd zijn door de Gemeenschappelijke **Gemeenschapscommissie**.

Onder aanvragende instelling wordt verstaan de instelling **welke** bij het Maribelfonds een aanvraagdossier indient om middelen te **verwerven** met het oog op de bevordering van de tewerkstelling **zoals** voorzien in deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Onder Maribelfonds wordt verstaan het "**Fonds Sociale Maribel voor de instellingen en diensten behorend tot de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en die ressorteren onder het Paritair Comité van de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen**".

Dit Fonds wordt opgericht bij collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in het Paritair Comité voor de Opvoedings- en Huisvestingsinrichtingen in **uitvoering** van de wet van 1958 betreffende de Fondsen voor Bestaanszekerheid.

#### HOOFDSTUK IV : PATRONALE RSZ-BJDRAGEVERMINDERINGEN

**Artikel 4** -Overeenkomstig het koninklijk besluit en conform de beschikkingen van deze collectieve arbeidsovereenkomst kan de sector genieten van een forfaitaire vermindering van de werkgeversbijdragen in de Sociale Zekerheid.

**Artikel 5** -De globale opbrengst van de bijdragevermindering vermeld onder **artikel 4** wordt **als volgt** berekend:

op 1 juli 1999: 165 werknemers x 9.750 BEF = 1.608.750 BEF per kwartaal

#### HOOFDSTUK V : AANTAL GESUBSIDIEERDE/ NIET-GESUBSIDIEERDE WERKNEMERS

**Artikel 6** -De werkgevers die behoren **tot** het toepassingsgebied van deze collectieve arbeidsovereenkomst stellen in principe geen werknemers tewerk **waarvoor** zij geen subsidiering **ontvangen** voor de personeelskosten.

#### HOOFDSTUK VI : VERBINTENIS INZAKE TEWERKSTELLING

**Artikel 7** -De sector verbindt er zich toe de opbrengsten van de forfaitaire vermindering van de werkgeversbijdragen **als** bedoeld onder artikel 4 en 5 van deze overeenkomst uitsluitend aan te wenden voor **netto** aangroei van het totaal arbeidsvolume en van de régulière tewerkstelling.

**Artikel 8** -In uitvoering van artikel 7 **zal** een **netto-bijkomende** tewerkstelling gerealiseerd worden aan een maximale brutoloonkost van 1.272.000 BEF (dit bedrag wordt **automatisch** aangepast indien het wijzigt bij koninklijk besluit ); **als** brutoloonkost wordt verstaan de bruto lonen **overeenstemmend** met de sectorale conventionele baremieke loonschalen en **loonvoorwaarden** voor de uitgeoefende functies, verhoogd met de patronale bijdragen aan de Sociale Zekerheid.

**Artikel 9** -De netto aangroei van de tewerkstelling, alsmede de toename van het arbeidsvolume dienen gerealiseerd te worden op het **vlak** van de instellingen en diensten die erkend en/of gesubsidieerd zijn door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Elke onderneming of groepering van ondernemingen verbindt er zich toe de ter beschikking gestelde middelen integraal om te **zetten** in bijkomende tewerkstelling.

**Artikel 10** -De werknemers bedoeld in **artikel 4 §2** van het **Koninklijk Besluit** worden **niet** beschouwd **als** nieuw **aangeworven** werknemers.

HOOFDSTUK VII: SPECIFIEKE BEPALING

**Artikel 11** -Het Maribelfonds ontvangt via de RSZ de opbrengsten van de bijdrageverminderingen. Het Maribelfonds wordt belast met de **toewijzing** van de bijkomende arbeidsplaatsen volgens de modaliteiten bepaald bij collectieve arbeidsovereenkomst in het bevoegd Paritair Comité en volgens de **uitvoeringsmodaliteiten** beslist door het Fonds.

HOOFDSTUK VIII : WAARBORGEN VOOR DE AANWENDING VAN DE RSZ-BIJDRAGEVERMINDERINGEN TEN VOORDELE VAN DE TEWERKSTELLING.

**Artikel 12** -In **uitvoering** van het koninklijk besluit **zal elke** werkgever om de zes maanden een verslag bezorgen aan het Maribelfonds.  
Het Maribelfonds zal een **model** van verslag opstellen aan de hand van nader vast te stellen reglementering en modaliteiten.  
Het Maribelfonds kan bijkomende informatie opvragen.

**Artikel 13** -Het verslag **moet ten** laatste op **15** februari en 15 september van **elk** jaar worden bezorgd aan het Maribelfonds. Het dient **geattesteerd** door de werkgever en **alle leden** van de Ondernemingsraad, of bij ontstentenis door de leden van de syndicale **afvaardiging**. De leden **ontvangen** minstens **14** dagen voor de **attestatie** een exemplaar van het verslag.

**Artikel 14** -Het Maribelfonds **stelt** zesmaandelijks een globaal verslag op dat aan de **Voorzitter** van het Paritair Comité van de Opvoedings- en Huisvestingsinrichtingen wordt bezorgd. De Voorzitter bezorgt het aan de Minister van Tewerkstelling en Arbeid, de Minister van Sociale Zaken en de bevoegde Minister van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

HOOFDSTUK IX : VOLTIJDS EN DEELTIJDS PERSONEEL.

**Artikel 15** -Wat de indeling van voltijds en deeltijds tewerkgestelde werknemers **betreft heeft** de sector voldaan aan de verplichtingen gezien **deze** gemiddeld meer dan 40% deeltijdse werknemers **telt**.

HOOFDSTUK X : **KALENDER** VOOR DE VERWEZENLIJKING VAN DE BIJKOMENDE TEWERKSTELLING.

**Artikel 16** -De sector verbindt er zich toe 50% van de **netto-bijkomende** tewerkstelling te realiseren op 31 december **1999** en 100% op 30 juni 2000.  
De kalender kan aangepast worden door het Maribelfonds indien het Maribelfonds niet op tijd over de nodige **financiële** middelen beschikt.

HOOFDSTUK XI : MODALITEITEN VAN TOEWIJZING VAN DE NETTO-BIJKOMENDE TEWERK-STELLING

**Artikel 17** -Bij de **aanwervingen** zal voorrang gegeven worden aan functies die **gericht zijn** op de verbetering van de arbeidsdruk en van de **dienstverlening**.

**Artikel 18** -De functies die in aanmerking **komen** voor de bijkomende aanwervingen, vergoed volgens de vigerende baremieke loonschalen en **voorwaarden**, behoren, met **uitzondering**



van het **directiepersoneel**, tot de functiecategorieën zoals bepaald in de geldende collectieve arbeidsovereenkomsten **betreffende de loonvoorwaarden**.

**Artikel 19** -Het Paritair Comité zal de criteria en de modaliteiten **ontwikkelen** op basis waarvan de opbrengsten van de RSZ- verminderingen zullen worden toegekend ter bevordering van de bijkomende werkgelegenheid.

**HOOFDSTUK XII : AANVRAAGMODALITEITEN.**

**Artikel 20** -De instellingen en diensten moeten aan het Maribelfonds een toetredingsakte en een aanvraagdossier overmaken, en ook kopie toe te zenden aan de **régionale vakbondssecretarissen** van **alle** organisaties, uiterlijk tegen de door het Fonds gestelde datum. Het Maribelfonds **stelt hiertoe een model-aanvraagdossier** op.

**Artikel 21** -Er wordt een overleg op instellingsniveau gevoerd in de ondernemingsraad, of bij ontstentenis met de syndicale **afvaardiging**, om te bepalen in **welke** diensten en functies de **arbeidsdruk** het hoogst is. Dit overleg **moet** vaststellen in welke diensten en functies de bijkomende tewerkstelling moet ingevuld worden en onder welke **arbeidsvoorwaarden** dit zal gebeuren. Indien deze bespreking niet **leidt tot een akkoord**, kan door de **werknemersvertegenwoordigers** beroep gedaan worden op de **régionale vakbondssecretarissen**.

Het dossier moet vergezeld zijn van een kopie van het verslag van voornoemde bespreking.

**Artikel 22** -Bij vaststelling van gebreke aan akkoord zal het Maribelfonds de toewijzing van de ter beschikking staande middelen bepalen. Het Maribelfonds zal een **procédure uitwerken** om eventuele **niet-naleving** van akkoorden te corrigeren. Indien gelden zouden **ontvangen** zijn waar geen tewerkstelling tegenover staat overeenkomstig de toekenning zullen de gelden teruggevorderd worden of in mindering gebracht worden van te ontvangen middelen.

**HOOFDSTUK XIII : BEPALING VAN HET BEDRAG VAN DE RSZ-BIJDRAGEVERMINDERINGEN**

**Artikel 23** -Voor het toekennen van de **financiële** middelen voor de realisatie van de bijkomende tewerkstelling zal het Maribelfonds voor de période vanaf haar inwerkingtreding rekening houden met de toegekende dotaties van de Rijksdienst voor de sociale zekerheid zoals op dit ogenblik gekend, zijnde:

- 2 145 000 BEF voor het eerste semester van 1999;
  - 3 217 500 BEF voor het **tweede** semester van 1999;
  - 3 250 300 BEF voor het eerste semester van 2000.
- (MB 6 juli 1999/MB 10 januari 2000).

**HOOFDSTUK XIV : INWERKINGTREDING EN DUURTIJD**

**Artikel 24** -Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 1999 en is gesloten voor onbepaalde duur. Zij kan worden opgezegd door **elk** van de **partijen mits** een opzegging van zes maanden **betekend** bij aangetekend schrijven aan de **Voorzitter** van het Paritair Comité voor de Opvoedings- en Huisvestingsinrichtingen.